La lettre de la commission nationale écologie de la LCR

« L'écologie 100% à gauche » n° 14

samedi 25 février 2006, par GROUET Laurent, LCR (Commission nationale écologie), MENGHINI Laurent (Date de rédaction antérieure : novembre 2005).

Sommaire

- Katrina : le capital sème la
- Contre l'enfouissement des
- EDF : Non à la privatisation
- OGM : du colza à la moutarde

Katrina : le capital sème la mort

La possibilité que La Nouvelle Orléans disparaisse sous les flots était connue de longue date. Le principal journal de la ville avait décrit en 2002 à peu près ce qui allait se passer fin août 2005 : l'inondation d'une grande partie de la ville suite à la rupture des digues sous la puissance de la vague provoquée par un ouragan, piégeant ainsi de nombreux habitants n'ayant pas la possibilité matérielle de fuir.

En quoi cette catastrophe est-elle naturelle comme l'a affirmé George Bush ? Il est certes impossible d'avoir la certitude que l'origine de l'ouragan renvoie au réchauffement climatique en cours, une telle causalité directe étant quasiment indémontrable. Remarquons simplement que plusieurs études scientifiques insistent sur le fait que le nombre moyen de cyclones de catégorie 4 et 5, les plus violents, ne cesse d'augmenter depuis le début des années 70. Dès lors que l'événement était non seulement prévisible mais inéluctable sur un moyen terme, l'absence de mesures prises en temps et en heure par les pouvoirs publics états-uniens pour y faire face fait de cette catastrophe une catastrophe rien moins que naturelle.

Car de longue date les mesures à prendre avaient été identifiées et demandées par

les services concernés qui se sont heurtés à une fin de non recevoir. Ainsi s'agissant du renforcement des digues et de la revitalisation des zones marécageuses côtières permettant d'absorber une partie de la puissance du cyclone, l'administration Bush a délibérément refusé de financer les investissements nécessaires. Ces refus avaient certes sans doute une motivation idéologique cynique - ne pas faciliter la tâche à une ville dirigée par les démocrates - mais ils étaient surtout induits par la logique même de la politique économique et budgétaire de Bush : baisser les impôts pour les riches, réduire les dépenses publiques sociales, financer les dépenses publiques policières et militaires, à commencer par la guerre en Irak. Une politique entièrement au service des classes dirigeantes. Dans cette perspective, une autorité comme la FEMA, l'agence de gestion des urgences, a été complètement démantelée : intégration dans le grand ministère de la sécurité intérieure, remplacement des principaux responsables par des personnes incompétentes, pour caser des proches de Bush. Le résultat a été tragique : l'agence a été totalement paralysée au moment où elle aurait dû mettre toutes ses forces dans l'action. L'orientation néo-libérale de l'équipe Bush est telle qu'elle conduit même à démanteler ce type d'institution. Sans doute fallaitil compter sur la providence de Dieu…

Nul hasard non plus dans la lenteur à secourir les victimes : ce sont bien les quartiers les plus pauvres, à dominante noire, qui étaient les plus menacés par le cyclone, et qui ont été les plus touchés. Les inégalités écologiques redoublent les inégalités sociales, et sans doute est-ce un des facteurs clés pour comprendre ce désastre, pourquoi les digues n'ont pas été reconstruites, pourquoi les moyens d'évacuation n'ont pas été réquisitionnés pour tout le monde, pourquoi l'intervention de l'armée pour assurer l'ordre était plus urgente que l'arrivée des secours.

Au terrible bilan des victimes, encore largement provisoire, une majorité étant noirs, il

faut ajouter les conséquences de la pollution, les eaux s'étant chargés de produits chimiques et biologiques dangereux. Economiquement Katrina a mis à nu brutalement les limites de l'économie mondiale, en mettant hors service une partie des installations d'extraction et de raffinage de pétrole du Golfe du Mexique. Dans un contexte de hausse des cours, les prix ont brutalement grimpé. Nombre d'experts indépendants annoncent l'imminence dans les années à venir de l'arrivée du pic de production maximale au-delà duquel la production ne pourra que baisser et les prix que monter. On ne aurait simplement sans réjouir en l'absence de toute alternative : ce sont en effet les pauvres prisonniers de l'usage omniprésent du pétrole qui font les premiers les frais de l'augmentation des prix comme le montrent les troubles récents en Indonésie ou au Nigéria.

Apparemment invulnérable la puissance américaine subit de plein fouet le désastre Katrina : le fait qu'un cyclone fasse plus de morts et de dégâts quand il déferle sur les Etats-Unis que lorsqu'il traverse Cuba, pays au combien moins riche, ne saurait rester sans effet. L'irrationalité meurtrière du capital s'en trouve mise à nu. Cependant le capitalisme ne s'écroulera certainement pas tout seul : une alternative écologique et sociale s'impose plus que jamais.

Laurent Menghini

Contre l'enfouissement des déchets nucléaires, le combat continue

5 000 personnes à Bar-le-Duc (Meuse) défilant contre l'enfouissement des déchets nucléaires ! Du jamais vu. On aurait bien sûr pu espérer un soulèvement général des populations les plus concernées, mais la faible culture revendicative, la psychose orchestrée par les autorités, ainsi qu'un sentiment de résignation face à l'inéluctable ont affaibli la mobilisation. Néanmoins, le bilan est largement positif et on constate qu'un courant de sympathie sans précédent s'est créé pour ce combat. Localement, les gens ont été rassurés et

encouragés par la bonne tenue et par l'ampleur de la manifestation. Beaucoup se déclarent prêts à participer aux prochaines actions. La pétition locale exigeant un référendum populaire sur le sujet se poursuit de plus belle et commence à mettre en difficulté les exécutifs départementaux. Nous en sommes aujourd'hui à 20 000 signatures en Meuse et 30 000 en Haute-Marne (deux départements de 190 000 habitants chacun).

Nationalement, le combat anti-Bure a été popularisé dans les milieux militants où il reste néanmoins un gros travail d'explication et d'argumentation à fournir. La nécessité de ce travail a été mise en évidence et a renforcé l'espoir : nombre de militants antienfouissement sont désormais prêts à rencontrer les structures associatives et politiques pour défendre leurs arguments et poser les bases de la mobilisation d'envergure qui seule permettra peut-être de faire obstacle au sinistre projet du lobby nucléaire.

Poursuivre cette mobilisation contre les déchets et l'articuler à la campagne pour stopper l'installation du réacteur EPR sont les priorités de la lutte antinucléaire aujourd'hui. Catastrophe sanitaire, sociale et écologique de grande ampleur, l'inondation de La Nouvelle-Orléans par le cyclone Katrina dévoile les failles d'une société du capital roi. Ce désastre sans précédent dans un pays capitaliste développé - mais pas ailleurs bien sûr où les morts sont beaucoup moins visibles médiatiquement comme au Pakistan - apparaît comme un événement déterminant de notre époque, et sans doute de ce qui l'attend si rien ne change.

EDF : Non à la privatisation, pour un service public de l'électricité sans nucléaire !

La réorganisation d'EDF pour la privatisation conduit à une accentuation de la logique de rentabilité : sous-traitance massive pour la maintenance des centrales et économies sur la sécurité. Ces économies ont comme conséquence, outre l'ignoble

exploitation de milliers d'intérimaires, d'accroître encore le risque lié à l'industrie nucléaire. Les centrales vieillissantes, de moins en moins bien entretenues risquent de mener à un « AZF nucléaire », comme le déclarait un délégué lors du dernier congrès de la CGT Energie.

Cette logique de rentabilité pousse EDF à favoriser la consommation d'électricité (chauffage électrique, climatisation…) dans le seul but d'accroître les profits de ces futurs actionnaires. Il d'ailleurs prévu que les factures augmenteront. Tant pis pour les pauvres. Tant pis pour l'environnement aussi. Les déchets iront s'amonceler dans la poubelle nucléaire de Bure (solution encore une fois la moins chère, rentabilité oblige). Cette situation rend encore plus évidente la nécessité de sortir du nucléaire le plus rapidement possible. Mais pour cela nous avons besoin d'un service public de l'électricité afin de mutualiser les ressources énergétiques renouvelables entre les différentes régions productrices (éoliens off Shore en manche, solaires dans le sud, hydroliens en Bretagne, etc.), d'engager une politique volontariste d'économies d'énergie et de lancer de vastes chantiers fortement générateurs d'emplois, tels que l'isolation de l'habitat, la cogénération, les énergies renouvelables… Coordonner l'ensemble de ces chantiers, maintenir une péréquation tarifaire et une péréquation énergétique, voilà le véritable rôle que devrait jouer un service public de l'électricité. Autant de raisons de combattre la privatisation. Autant de raisons de se battre pour un véritable service public de l'électricité… sans nucléaire bien sûr.

Laurent Grouet

OGM : du colza à la moutarde

Les chercheurs ont trouvé en Angleterre une mauvaise herbe (la moutarde sauvage) résistante aux herbicides. Selon eux, il y a eu contamination par du pollen de colza génétiquement modifié.

Ceci prouve deux choses :
– les végétaux OGM peuvent contaminer des espèces différentes mais proches (contrairement à ce qui a toujours été affirmé par l'INRA) ;
– planter des OGM résistants aux herbicides aide les mauvaises herbes à devenir résistantes.
Ces contaminations par les OGM sont quasiirréversibles ; cela rend d'autant plus légitimes les fauchages d'OGM et notre solidarité lors des procès des faucheurs.

A lire : l'Empire de l'eau ,d'Yvan Stefanovitch, Ramsay, 2005

L'eau, un bien public ? Quelle drôle d'idée. La gestion de l'eau en France a toujours été la chasse gardée de quelques entreprises, la Générale des eaux et la Lyonnaise en premier lieu. Mais pourquoi la gauche n'a jamais rien pour revenir sur une telle situation ? C'est, entre autres, ce qu'on pourra apprendre à la lecture du livre d'Yvan Stefanovitch, fourmillant de détails sur la gestion municipale de l'eau.

P.-S.

* LCR, Commission nationale écologie : 2 rue Richard Lenoir 93100 Montreuil - Tel : 01 48 70 42 30 - Site : www.lcr-rouge.org, e-mail : lcr-cne laposte.net.